

**Assemblée générale**

Distr. générale  
8 avril 2003  
Français  
Original: anglais

---

**Cinquante-huitième session****Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005\*\*****Titre X****Activités administratives financées en commun  
et dépenses spéciales****Chapitre 32****Dépenses spéciales****Table des matières**

	<i>Page</i>
Vue d'ensemble . . . . .	2
A. Assurance maladie après la cessation de service . . . . .	3
B. Indemnisations . . . . .	4
C. Assurances générales . . . . .	5
D. Frais bancaires . . . . .	6
E. Pensions de retraite servies à d'anciens secrétaires généraux . . . . .	7

---

\* Nouveau tirage pour raisons techniques.

\*\* Le budget-programme approuvé paraîtra ultérieurement en tant que *Supplément No 6 aux Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session (A/58/6/Rev.1)*.



## Chapitre 32

### Dépenses spéciales

#### Vue d'ensemble

- 32.1 Les ressources prévues au titre du chapitre 32 (Dépenses spéciales) doivent permettre de couvrir les dépenses suivantes : a) assurance maladie après la cessation de service; b) indemnisations; c) assurances générales; d) charges bancaires; et e) pension de retraite servie à d'anciens Secrétaires généraux. Les mesures de sécurité interorganisations, précédemment inscrites à ce chapitre, sont désormais inscrites au chapitre 31 (Activités administratives financées en commun), du fait que les arrangements de sécurité, réaménagés, sont maintenant pour leur plus grande part financés en commun.

Tableau 32.1

#### Prévisions de dépenses, par grande rubrique

(En milliers de dollars des États-Unis)

##### 1) Budget ordinaire

Rubrique	2000-2001 Dépenses effectives	2002-2003 Crédits ouverts	Augmentation		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	2004-2005 Dépenses prévues
			Montant	Pour- centage			
A. Assurance maladie après la cessation de service	44 530,2	58 283,5	996,3	1,7	59 279,8	6 038,1	65 317,9
B. Indemnisations	1 559,4	1 712,7	(121,7)	(7,1)	1 591,0	67,5	1 658,5
C. Assurances générales	1 808,1	3 488,0	4 090,0	117,2	7 578,0	2 253,3	9 831,3
D. Charges bancaires	3 842,9	723,1	(200,0)	(27,6)	523,1	23,2	546,3
E. Pension de retraite servie à d'anciens Secrétaires généraux	713,6	890,9	—	—	890,9	39,6	930,5
<b>Total (1)</b>	<b>52 454,2</b>	<b>65 098,2<sup>a</sup></b>	<b>4 764,6</b>	<b>7,3</b>	<b>69 862,8</b>	<b>8 421,7</b>	<b>78 284,5</b>

##### 2) Fonds extrabudgétaires

	2000-2001 Dépenses effectives	2002-2003 Dépenses estimatives	2004-2005 Dépenses prévues
<b>Total (2)</b>	<b>4 254,8</b>	<b>5 578,8</b>	<b>7 225,8</b>
<b>Total [(1) + (2)]</b>	<b>56 709,0</b>	<b>70 677,0<sup>a</sup></b>	<b>85 510,3</b>

<sup>a</sup> Dans ce tableau et les autres tableaux de ce chapitre, les chiffres représentent le montant révisé du crédit ouvert pour 2002-2003, ajusté compte tenu du transfert des activités et des ressources correspondant aux mesures de sécurité interorganisations du présent chapitre au chapitre 31 (Activités administratives financées en commun).

## A. Assurance maladie après la cessation de service

**Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 59 279 800 dollars**

- 32.2 Le bénéfice de l'assurance maladie après la cessation de service (pour les frais d'hospitalisation et les frais médicaux et dentaires) est offert sur la base d'un partage des contributions aux fonctionnaires retraités et aux personnes à leur charge, conformément à une décision prise par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session. Sont également assurés à la cessation de service les fonctionnaires qui quittent l'Organisation parce qu'ils sont frappés d'invalidité. Dans tous les cas, ne peuvent être assurées après la cessation de service que les personnes recevant une prestation périodique de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ou en vertu des règles régissant le versement d'indemnités en cas de maladie, accident ou décès imputable au service. En vertu de la résolution 38/235 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1983, les deux tiers du coût de l'assurance, au maximum, sont pris en charge par l'Organisation, le restant étant pris en charge par les participants.
- 32.3 Par sa résolution 40/258 A du 18 décembre 1985, l'Assemblée générale a décidé d'étendre le bénéfice de l'assurance maladie après la cessation de service aux anciens fonctionnaires recrutés sur le plan local ayant participé au régime de prestations médicales prévu à l'appendice E du Règlement du personnel.
- 32.4 Les fonctionnaires retraités sont habilités à bénéficier du régime subventionné d'assurance maladie après la cessation de service, à condition d'avoir été affiliés à l'un des plans d'assurance maladie du système des Nations Unies pendant au moins 10 ans et de l'être encore à la date de leur départ à la retraite. Les fonctionnaires qui comptent au moins cinq ans d'affiliation à l'un de ces plans au moment de leur départ à la retraite y ont également droit, à condition d'acquitter la totalité de la prime correspondant aux années qui leur manquent pour atteindre 10 ans d'affiliation.
- 32.5 Le programme d'assurance maladie après la cessation de service s'est, par rapport à ses débuts, fortement développé, tant par le nombre des participants que par le coût de l'assurance. Depuis 1999, le rythme de croissance du nombre d'affiliés s'est stabilisé, et on prévoit qu'il ira en s'accroissant compte tenu du vieillissement des affiliés. Pour l'exercice biennal 2004-2005, les prévisions de dépenses ont été calculées en employant la même méthode que les années précédentes. Compte tenu des tendances passées et des projections calculées sur la base des données relatives au personnel, le nombre d'affiliés devrait augmenter étant donné qu'un nombre croissant de fonctionnaires vont atteindre l'âge de la retraite. Les facteurs démographiques, les coûts médicaux et le taux d'utilisation des médicaments délivrés sur ordonnance sont également en augmentation.

Tableau 32.2

### Ressources nécessaires : assurance maladie après la cessation de service

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2002-2003	2004-2005 (avant réévaluation des coûts)	2002-2003	2004-2005
Budget ordinaire				
Autres rubriques	58 283,5	59 279,8	—	—
<b>Total</b>	<b>58 283,5</b>	<b>59 279,8</b>	—	—
Fonds extrabudgétaires	5 578,8	7 225,8	—	—

- 32.6 Le montant de 59 279 800 dollars (augmentation : 996 300 dollars) traduit l'augmentation annuelle prévue du nombre de participants à l'assurance maladie et l'augmentation de la prime d'assurance au cours de l'exercice biennal 2004-2005. On a pris comme pourcentage moyen d'augmentation annuel du nombre de participants 5 % pour les régimes d'assurance relevant de New York, 5,1 % pour ceux qui relèvent de Genève et 17,5 % pour ceux qui relèvent de l'ONUV. Les coûts de cotisation moyens par participant sont fonction des différents plans d'assurance et ne sont pas les mêmes à New York, à Genève ou à Vienne, mais la tendance est nettement à l'augmentation des coûts moyens, avec un rythme un peu plus lent à Genève.

## **B. Indemnisations**

### ***Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 1 591 000 dollars***

- 32.7 Le montant prévu au titre des frais d'indemnisation doit permettre de verser une indemnité aux membres des commissions, comités et organes analogues de l'ONU en cas de maladie, d'accident ou de décès survenus dans l'exercice de fonctions officielles. Les responsabilités de l'ONU dans ce domaine ainsi que les règles régissant le versement d'indemnités sont précisées dans la circulaire du Secrétaire général publiée sous la cote ST/SGB/103/Rev.1.
- 32.8 Le versement d'indemnités est également prévu pour les fonctionnaires et les personnes à leur charge en cas de maladie, d'accident ou de décès imputables à l'exercice par le fonctionnaire de fonctions officielles au service de l'Organisation. Le versement de ces indemnités est régi par les règles figurant dans l'appendice D au Règlement du personnel (ST/SGB/Staff Rules/Appendix D/Rev.1).
- 32.9 Dans les deux cas, les frais d'indemnisation comprennent les pensions annuelles à verser au survivant, les prestations mensuelles en cas de maladie ou de blessure entraînant une invalidité, des indemnités forfaitaires en cas d'invalidité permanente ainsi que les frais médicaux, frais d'hospitalisation et frais connexes.

Tableau 32.3

### **Ressources nécessaires : indemnisations**

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2002-2003	2004-2005 (avant réévaluation des coûts)	2002-2003	2004-2005
Budget ordinaire				
Autres rubriques	1 712,7	1 591,0	—	—
<b>Total</b>	<b>1 712,7</b>	<b>1 591,0</b>	—	—
Fonds extrabudgétaires	—	—	—	—

- 32.10 Le montant de 1 591 000 dollars, en diminution de 121 700 dollars, a été calculé sur la base des frais d'indemnisation encourus par l'Organisation au cours de la période 1999-2002.

### C. Assurances générales

#### *Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 7 578 000 dollars*

- 32.11 Ce montant doit permettre pour l'essentiel de couvrir le coût de l'assurance des bâtiments et autres biens du Siège de l'ONU, y compris les véhicules et objets d'art, le coût de l'assurance des avions n'appartenant pas à l'Organisation et servant aux déplacements du Secrétaire général, ainsi que de celle d'autres voyages par avion. En outre, conformément à la résolution 41/210 de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1986, l'ONU a mis en place un plan d'auto-assurance pour couvrir les risques de responsabilité civile à raison d'actes survenant à l'intérieur du district administratif du Siège.
- 32.12 À la suite des attentats du 11 septembre 2001, les primes d'assurance ont fortement augmenté, traduisant le durcissement progressif du marché de l'assurance, et les contrats stipulent des limites de couverture pour des risques qui auparavant auraient normalement été couverts par des polices générales. L'un des risques nouveaux contre lesquels l'Organisation est assurée par une police distincte est le risque d'actes de terrorisme. Pour l'exercice biennal 2004-2005, on en estime le coût à 4 090 000 dollars, montant calculé sur la base des conditions du contrat récemment signé avec l'assureur du Siège. Cette évolution fait que le coût des assurances générales pour l'exercice biennal 2004-2005 a été estimé à 7 578 000 dollars, contre 1 808 000 dollars pour les assurances générales des biens de l'Organisation des Nations Unies relevant du Siège pendant l'exercice biennal 2000-2001.

Tableau 32.4

#### **Ressources nécessaires : assurances générales**

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2002-2003	2004-2005 (avant réévaluation des coûts)	2002-2003	2004-2005
Budget ordinaire				
Autres rubriques	3 488,0	7 578,0	—	—
<b>Total</b>	3 488,0	7 578,0	—	—
Fonds extrabudgétaires	—	—	—	—

**D. Frais bancaires***Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 523 100 dollars*

Tableau 32.5

**Ressources nécessaires : frais bancaires**

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2002-2003	2004-2005 (avant réévaluation des coûts)	2002-2003	2004-2005
Budget ordinaire				
Autres rubriques	723,1	523,1	–	–
<b>Total</b>	723,1	523,1	–	–
Fonds extrabudgétaires	–	–	–	–

- 32.13 Le montant de 523 100 dollars doit permettre de couvrir les frais de transaction et autres frais facturés par les banques et se fonde sur le volume estimatif des opérations bancaires. Ces frais sont plus que compensés par les intérêts perçus sur les soldes créditeurs, qui sont inscrits au chapitre 2 des recettes (Recettes générales). La diminution de 200 000 dollars traduit l'économie que l'on attend de la participation de l'ONU, à compter de 2003, au système de la Société de télécommunications interbancaires mondiales (SWIFT), qui devrait permettre des économies par rapport au système précédent d'opérations sur papier, et aussi de la modification des dispositions prises pour budgétiser les coûts associés au compte d'appui des opérations de maintien de la paix, économie contrebalancée en partie par l'augmentation prévue du fait de l'accroissement du volume des opérations bancaires.

**E. Pensions de retraite servies à d'anciens Secrétaires généraux***Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 890 900 dollars*

Tableau 32.6

**Ressources nécessaires : pensions de retraite servies à d'anciens Secrétaires généraux**

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2002-2003	2004-2005 (avant réévaluation des coûts)	2002-2003	2004-2005
Budget ordinaire				
Autres rubriques	890,9	890,9	–	–
<b>Total</b>	890,9	890,9	–	–
Fonds extrabudgétaires	–	–	–	–

- 32.14 Le montant de 890 900 dollars (inchangé) correspond à la pension de retraite servie à d'anciens Secrétaires généraux, sur la base du plafond fixé pour cette prestation au 1er janvier 2003.